

balance commerciale légèrement favorable au Canada. La Grèce recevra un financement considérable (environ 18 milliards de dollars) dans le cadre du programme Delors II de l'UE, au cours des sept à dix prochaines années. Le gouvernement grec versera l'équivalent et il en découlera un programme de dépense qui devrait hausser la somme à quelque 30 milliards de dollars. Cette somme sera consacrée à un grand nombre de projets d'infrastructure dans les domaines des transports, des télécommunications, de la technologie de l'information et de l'environnement. Il existe d'autres possibilités concernant l'agroalimentaire, les produits de consommation, la machinerie et l'équipement, et la défense.

Albanie : l'Albanie est le pays le plus pauvre d'Europe, avec un PIB par habitant de 560 dollars américains. Néanmoins, le taux de croissance du PIB demeure parmi les plus élevés d'Europe, quoiqu'il s'applique à un montant de base très faible. Le gouvernement a réalisé de rapides progrès dans la stabilisation de l'économie, après les changements politiques et sociaux qui ont suivi la chute de l'un des gouvernements communistes les plus forts d'Europe de l'Est. Le gouvernement actuel a sur les bras un déficit budgétaire de taille, et l'absence de financement demeure un facteur critique pour ce marché. Pour le Canada, les meilleures possibilités en matière de commerce et d'investissement se situent dans le cadre des projets de développement de l'infrastructure faisant l'objet d'un financement multilatéral, ainsi que dans les secteurs du pétrole et du gaz, et des mines et de la métallurgie.

Bulgarie : malgré la lenteur du processus de réforme économique et l'absence d'accès à du financement, la Bulgarie offre des possibilités commerciales pour les entreprises qui sont prêtes à investir dans l'expansion commerciale. Des partenaires locaux sont souvent nécessaires et doivent faire partie intégrante du processus d'expansion. Il existe des débouchés pour l'exportation de minerais (zinc, cuivre, chlorure d'aluminium) et de pièces d'équipement de fabrication. Les services et l'équipement liés à l'environnement ont remporté du succès, les possibilités dans ce domaine étant considérables. Parmi les autres domaines offrant des débouchés, notons la transformation et la distribution des aliments, le matériel de conditionnement, l'équipement et les services de télécommunications, la technologie des systèmes d'information géographique, et la construction (en particulier dans le secteur du tourisme).

Roumanie : avec un climat politique relativement stable et une amélioration des taux de croissance économique, la Roumanie offre de plus en plus de débouchés auxquels réagissent les intérêts commerciaux étrangers. Un processus de privatisation à grande échelle est en cours. Les quelque 4 000 compagnies inscrites sur la liste des offres montrent que l'investissement suscite un intérêt constant à l'étranger, notamment dans des entreprises canadiennes. Les firmes intéressées par une base de fabrication dont le coût est relativement peu élevé devraient envisager ce marché. On enregistre de fortes hausses des importations, davantage du côté des biens à la consommation que des biens industriels. Cependant, le financement des investissements par la Banque mondiale et d'autres sources de l'étranger suscite une augmentation des investissements dans les usines et l'équipement. Les entreprises canadiennes pourraient tirer parti d'importants débouchés (nouveaux ou existants) dans des projets concernant l'énergie (unité 2 de CANDU, valorisation par procédé thermique); le pétrole et le gaz (restructuration des installations existantes, prospection); les transports (aéronefs, amélioration des aéroports, restructuration ferroviaire); les télécommunications et les technologies de l'information; la construction et les matériaux de construction; la protection de l'environnement et la réduction de la pollution; le matériel agricole; et la technologie de transformation des aliments.

Renseignements

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international
Direction de l'Europe du Sud
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Tél. : (613) 996-5263
Téléc. : (613) 995-8783

Marchés de l'Europe de l'Est

Fédération de Russie

• **Pétrole et gaz** — Le secteur russe du pétrole et du gaz offre probablement les meilleurs débouchés aux entreprises canadiennes. Les services des entreprises occidentales de prospection et de production, des entreprises de rénovation des puits et des fournisseurs d'équipement, de services et de technologie liés aux champs

pétrolières seront requis si la Fédération veut renverser le déclin de production de près de 50 p. 100 qu'elle a connu depuis 1989.

• **Mines et métallurgie** — De nombreuses mines russes sont dangereuses et inefficaces, du fait d'un équipement désuet. Il existe des possibilités considérables pour le savoir-faire, la technologie et l'équipement canadiens concernant les mines, particulièrement les mines de houille. De même, les hauts fourneaux des aciéries russes remontent aux années 1930, ce qui ouvre la voie à des ventes d'équipement et de services en métallurgie.

• **Foresterie et produits forestiers** — Il existe des possibilités concernant les ventes d'équipement, de technologie et de services, ainsi que les contrats de licence visant la fabrication locale d'équipement.

• **Construction** — Le retour de quelque 750 000 militaires de l'Europe centrale et de l'Est a entraîné en Russie une grave pénurie de logement. Le pays a un très grand besoin d'équipement et de matériaux de construction, de technologies et de services, ainsi que de formation connexe.

• **Télécommunications** — Le système téléphonique russe a besoin d'être modernisé, ce qui devrait se traduire par des débouchés pour le savoir-faire canadien dans ce domaine.

Ukraine

Des réformes en profondeur axées sur les marchés ont créé des occasions d'exportation et d'investissement dans de nombreux secteurs ukrainiens, entre autres, l'agriculture et les produits alimentaires, la technologie et les services liés au pétrole et au gaz, les produits médicaux et produits de soins de santé, l'équipement lié à l'environnement, et les technologies de l'information. Le Canada a signé une convention fiscale, un accord de protection de l'investissement étranger est sur le point d'être conclu, et l'accord de coopération économique et de commerce a été mis en place. La SEE prévoit une ligne de crédit de 20 millions de dollars (financement non concessionnel) pour les biens et services d'équipement, ou assimilables à des biens d'équipement.

Kazakhstan

Il ne faut pas négliger le Kazakhstan, une partie de la CEI que l'on a tendance à oublier mais qui prend de l'importance. C'est en effet la première

zone économique en Asie centrale. La prospection et le développement liés au pétrole et au gaz, les mines et l'agriculture (terre ferme, production et entreposage d'aliments) sont les secteurs qui offrent les débouchés les plus immédiats. La population a réagi rapidement à la réforme commerciale, bien que le gouvernement ait été plus prudent et plus lent à s'y adapter. Riche en matières premières, notamment l'or et le pétrole, cette région est ouverte et réceptive à l'investissement étranger et aux partenariats avec l'étranger.

Renseignements

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international
Direction de l'Europe de l'Est
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Tél. : (613) 996-2633 (Russie)
(613) 996-6429 (Ukraine, Asie centrale,
Transcaucasie, Bélarus, Moldova)
Téléc. : (613) 995-1277

Amérique latine et Antilles

Introduction

Bien que l'économie canadienne progresse, son rythme est relativement lent, si on le compare à celui de certains pays d'Amérique latine. Cette grande région en croissance affiche un PIB de l'ordre de 1,3 billion de dollars, et sa population, de 460 millions d'habitants, devrait atteindre les 700 millions d'ici 2020. Cette région constituera alors l'un des plus importants marchés du monde.

Toutes les économies de cette région gagneront en compétitivité du fait de l'adhésion prévue du Chili à l'ALENA et des autres facteurs de libéralisation croissante des marchés, notamment les réductions unilatérales de tarifs entre le Brésil et l'Argentine, et les accords commerciaux multilatéraux comme le MERCOSUR, le Pacte andin, le G-3, le CARICOM et le Marché commun centraméricain.

La perspective d'un accord de libre-échange dans l'hémisphère occidental d'ici 2005 (comme en ont convenu les chefs des gouvernements au Sommet tenu à Miami en décembre 1994), le commerce et l'investissement intrarégionaux croissants, et l'ouverture à la concurrence internationale laissent présager une augmentation exceptionnelle des exportations canadiennes vers l'Amérique latine au cours des cinq prochaines années.